*Modifie le Texte
ce sera en compte
de ces modifications*

(S. juridique)

Note à l'attention de Monsieur
le Président de la République.

*cette note vise le texte transmis
par le Cdt MSA TIRA par lettre n° 807/02-8
du 12 déc. 1977.*

Objet: Problèmes de fonds soulevés par le projet de statut
de l'Ecole Supérieure militaire.

*- Pédagogie
- juridique*

Ce projet vise à combler une lacune juridique importante en ce qui concerne l'existence de l'ESM et à préciser son organisation. Cependant il pose quelques problèmes de fond pour lesquels il faudrait des directives précises.

1. Autorité compétente pour fixer le programme.

L'article 12 dispose que " le conseil de perfectionnement et d'instruction est un organe chargé d'élaborer le programme général d'enseignement (et) d'en étudier régulièrement la mise à jour Il constitue l'organe consultatif du Ministre en cette matière ".

Compte tenu du niveau de l'ESM, il est plutôt souhaitable que son programme et sa mise à jour soient fixés par arrêté présidentiel. Il convient en effet d'avoir l'esprit certaines dispositions du statut des officiers des F A R et la procédure en vigueur dans les autres catégories d'enseignement :

- a) L'organisation des Forces armées ainsi que la formation des officiers sont de la compétence du Président de la République (art. 3 du statut des Officiers des F A R),
- b) Le Chef de l'Etat fixe les programmes et la durée des formations professionnelles et techniques (du niveau secondaire) (art. 77 de la loi scolaire),
- c) Le plan d'études et les programmes de l'I.P.N. sont déterminés par arrêté présidentiel (art. 4 du statut de l'I.P.N.),
- d) Les programmes de l'U.N.R. doivent être fixés par le Gouvernement, c'est-à-dire par arrêté présidentiel (art. 4 du statut de l'Université).

Par ailleurs le Ministre de l'Education Nationale devrait pouvoir donner son avis sur le programme de l'ESM si l'on veut qu'il contresigne en connaissance de cause les diplômes délivrés par elle.

.../...

1'E S M.

spécial spécial de la formation dispensée et du diplôme délivré par
nent ainsi, en rapport avec les articles 1er, 2 et 12, le niveau
tions et par celui de l'Education nationale. Ces deux articles déterminent
contresigné par le Ministre ayant les Forces Armées dans ses attribu-
missions confiées aux Forces Armées Rwandaises. Le diplôme est
1'ESM a une valeur intrinsèque liée à la nature et à l'étendue des
moins. Quant à l'article 26, il prévoit que le diplôme délivré par
L'article 22 fixe la durée minimum des études à 30

des titres nationaux légaux.

3. Place du diplôme délivré par l'ESM dans la hiérarchie

au Ministre le procès-verbal des réunions du corps professoral.
académiques. Le Commandant de l'Ecole devrait également transmettre
projet de programme de l'Ecole et donner son avis sur les questions
établissement. Pour ce faire il faudrait qu'il puisse établir l'avant-
se prononce habituellement sur les problèmes académiques de son
en être ainsi son rôle serait sous-estimé. Un organe de ce genre
constitue l'organe consultatif du Commandant de l'Ecole ". S'il devait
L'article 16 dispose pour sa part que " le corps professoral

important et pour cela il conviendrait qu'ils aient un statut.
professeurs à temps plein pour les disciplines ayant un horaire
La direction de l'Ecole peut en témoigner. Aussi faudrait-il des
près les travaux pratiques des élèves aussi souvent que possible.
leurs connaissances, préparer convenablement leurs cours et suivre de
raisons de service), ces agents ont peu de temps pour mettre à jour
Les plus importantes. Outre leur présence irrégulière (pour des
pas satisfaisante et ne peut durer longtemps pour les disciplines
appel à des fonctionnaires de l'Etat. Cependant cette situation n'est
niveau de formation soient également précisés. Pour le moment on fait
Il faudrait que le statut des professeurs civils et leur

connu.

des officiers des F A R et leur niveau de formation est par suite
professeurs civils. Les premiers sont sans doute soumis au statut
L'article 15 prévoit des professeurs officiers et des

en tant qu'organe de l'ESM.

2. Statut des professeurs civils et du corps professoral